

Questions orales

Québec-Est, monsieur le premier ministre, vous dit merci pour votre leadership.

* * *

● (1410)

[Traduction]

LA PERSÉCUTION RELIGIEUSE**L'EXÉCUTION DE BAH'AÏS EN IRAN**

M. Bill Blaikie (Winnipeg—Birds Hill): Monsieur le Président, j'espère que tous les députés se joindront à moi pour déplorer le fait que deux autres Baha'is ont été tués, en Iran, après avoir refusé d'abjurer leur foi. Ces deux hommes, Amir-Husayn Nadiri et Ardishir Akhtari étaient emprisonnés depuis le 12 septembre 1984. Ils ont été exécutés le 28 septembre dernier, ce qui porte à au moins 207 le nombre total de Baha'is tués en Iran depuis 1978 pour avoir refusé d'abjurer leur foi.

Le monde entier ressent le fanatisme religieux du régime Khomeini comme une véritable insulte contre laquelle tous les députés devraient protester. C'est une des occasions où je regrette l'adoption de l'article 43 du Règlement. C'est le genre d'occasion où tous les députés devraient envoyer ensemble, au gouvernement iranien, un message déclarant que la persécution et l'exécution de gens pour des motifs religieux est totalement inacceptable aux yeux de toute la communauté internationale.

* * *

● (1415)

LE CHEF DE L'OPPOSITION

M. Bob Horner (Mississauga-Nord): Monsieur le Président, je voudrais en profiter pour lire une lettre d'un de mes électeurs qui résume la teneur de la plupart des lettres que mes électeurs m'envoient. Voici:

Pendant que les cours de la bourse descendent en chute libre, l'hypocrisie crève tous les plafonds.

John Turner n'a cessé de répéter qu'il était prêt à payer le prix de la citoyenneté canadienne. C'est ce qu'il proclame en protestant contre l'accord de libre-échange qui sera extrêmement avantageux pour les consommateurs.

En tant que contribuable canadien moyen, je trouve ses propos aussi révoltants qu'hypocrites. Ne voit-il pas qu'il n'a plus la moindre idée de ce que le Canadien moyen est prêt à payer?

Quand John Turner ouvre sa garde-robe chaque matin, il promène la main dans une rangée de chemises de coton à 80 \$ et plus en se demandant s'il doit porter une chemise bleue, blanche ou à rayures. Combien de Canadiens moyens ont ce genre de décisions à prendre? Ils sont rares et pourquoi?

Parce que la plupart d'entre eux n'ont pas les moyens de se payer une garde-robe pleine de chemises de coton à 80 \$ et plus. Grâce au libre-échange, ces mêmes chemises coûteraient environ la moitié de ce que John Turner est prêt à payer pour être Canadien.

M. Turner devrait peut-être essayer d'acheter son canadianisme à ses propres frais...

M. le Président: A l'ordre. Les députés n'ignorent pas que la présidence est toujours prête à leur laisser une certaine latitude

pour faire des déclarations, mais ils ne doivent pas en profiter pour attaquer leurs collègues. Je suis certain que telle n'est pas l'intention du député.

QUESTIONS ORALES

[Traduction]

LE COMMERCE EXTÉRIEUR**L'ACCORD COMMERCIAL CANADO-AMÉRICAIN—LE TÉMOIGNAGE DU NÉGOCIATEUR DEVANT LE COMITÉ**

Le très hon. John N. Turner (chef de l'opposition): Monsieur le Président, notre négociateur commercial numéro deux, Gordon Ritchie, a reconnu que le gouvernement n'avait mené aucune étude pour déterminer quelles seraient les conséquences sur le secteur de l'emploi d'un accord commercial avec les États-Unis. D'après ce qu'on m'a dit, c'est ce qu'il a déclaré hier au comité. Cela contredit tout ce que le gouvernement avait affirmé aux Canadiens.

Le négociateur a aussi reconnu que certaines parties du texte définitif, que nous n'avons pas vu, sont essentielles pour bien comprendre l'accord. Cela aussi contredit tout ce que le gouvernement a affirmé.

Enfin, le négociateur a reconnu que le mécanisme de règlement des questions en litige n'améliorerait pas les chances du Canada d'avoir gain de cause en cas de conflit avec les États-Unis. Cela aussi contredit tout ce que le gouvernement a affirmé aux Canadiens.

En l'absence de la ministre du Commerce extérieur, je poserai ma question au vice-premier ministre. Pourquoi le gouvernement a-t-il constamment induit les Canadiens en erreur au sujet des répercussions de l'entente commerciale sur les emplois, de l'existence de renseignements essentiels sur cet accord et de l'utilité du mécanisme de règlement des questions en litige?

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre, président du Conseil privé et président du Conseil du Trésor): Monsieur le Président, bien entendu, le comité est en train d'examiner toute cette question. Le très honorable chef de l'opposition sait que, selon toutes les études qui ont été entreprises au sujet d'un accord de libre-échange avec les États-Unis, il y aura une augmentation nette marquée des emplois au Canada. Le très honorable représentant devrait s'en réjouir même s'il a dit qu'il déchirerait tout accord de libre-échange avec les États-Unis.

M. Riis: Pouvez-vous déposer ces études?

M. Mazankowski: Le Conseil économique du Canada est un organisme indépendant qui a examiné la question très soigneusement, tout comme d'autres organismes qui ont signalé que cet accord représentait une initiative très positive pour le Canada.